

# LA COMMUNE DE PARIS

ON S'ABONNE A PARIS :

Rue de Rivoli, 10.

Un an. 6 mois. 3 mois.  
Paris. . . . . 24 12 7  
Départements. 36 18 10  
Étranger. . . 48 24 13

Les abonnements datent des 1<sup>er</sup> et 16  
de chaque mois.

JOURNAL RÉVOLUTIONNAIRE

MONITEUR DES CLUBS, DES CORPORATIONS D'OUVRIERS ET DE L'ARMÉE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Agriculture, Industrie.

SOLIDARITÉ, ALLIANCE DES PEUPLES.

Arts, Sciences.

Pour toutes les insertions, s'ad-  
dresser au siège de l'Admi-  
nistration, rue de Rivoli, 16.

Comité de rédaction pris parmi  
les rédacteurs.

DIRECTEUR-GÉRANT : SOBRIER.

MAINTIEN DE LA FAMILLE ET  
DE LA PROPRIÉTÉ.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant!

DROIT AU TRAVAIL.  
DROIT AU BIEN-ÊTRE.

Les renseignements que nous recevons sur un grand nombre de candidats à l'Assemblée nationale sont d'une nature telle, que nous croyons devoir immédiatement prendre l'engagement de publier la biographie détaillée de tous les citoyens élus.

La Commune de Paris accueillera tous les renseignements précis qui lui seront communiqués dans le but d'aider à cette publication. Nous faisons à cet égard appel au patriotisme des bons citoyens.

## AVIS.

Les citoyens qui nous adresseront des manuscrits sont prévenus qu'un comité de rédaction est chargé de prononcer sur leur admission. Au cas où ils ne seraient pas acceptés, il n'y aura pas lieu à les restituer aux auteurs.

Paris, 8 mai.

## APRÈS L'EXPLOITEUR, NOUVEL EXPLOITEUR.

Les gouvernements qui se sont succédé en France depuis soixante ans ne valaient pas grand-chose, on le sait; mais ils avaient leur raison d'être, et c'est à ce titre qu'ils ont tous pesé sur notre patrie. Après les convulsions de la révolution, après l'anarchie sarlanapalesque du Directoire est venu le Consulat. Un grand homme s'est chargé de ressouder les fragments de la société qui gisaient dans la poussière. La Constituante et la Convention lui avaient préparé les éléments d'une magnifique réorganisation. Il les a disposés à sa convenance, trop souvent en vue de lui-même. Sa mission remplie par le Consulat, il a voulu se faire fondateur de dynastie, il a prétendu absorber la France et l'Europe en lui-même. C'est alors qu'il a succombé. La Restauration lui a succédé; elle est venue tenter la réconciliation du passé et de l'avenir, le greffe du moyen âge sur la société moderne. Alliance monstrueuse, accomplissement hiéux de la mort et de la vie. La France, en trois jours de colère, a brisé l'enveloppe sépulcrale où l'on prétendait la tenir. Pour la seconde fois les fleurs de lis ont été roulées dans la poussière et le droit divin embarqué à Cherbourg pour ne plus reparaitre.

Il semblait que l'heure de l'émancipation on avait enfin sonné. Le peuple n'avait plus besoin de li- sière. Telle était l'opinion des républicains qui voulurent dès 1830 proclamer l'avènement de la démocratie en brisant la domination d'une caste qui allait faire tourner la Révolution à son profit. Aux esprits réfractaires, incapables de s'ouvrir à de hautes et morales perceptions, une nouvelle épreuve parut nécessaire. Après le despotisme impérial, après la charte octroyée, ils crurent devoir s'arrêter à une nouvelle combinaison bâtarde. La quasi légitimité fut élevée sur le pavois. On s'étudia derechef à étouffer un grand peuple entre deux portes. Par des empiétements sordides, par des prodiges d'astuce, on le bâillonna, on le tint blotti sous un réseau de fictions constitutionnelles à l'aide desquelles on put l'exploiter comme jamais despote ne fit.

Des hommes avancés voulurent protester contre ces tentatives réactionnaires. Malheureusement pour eux leur formule n'était pas encore nettement définie. Ils ne purent pas rallier les masses. Sentinelles avancées du progrès, ils lut- tèrent cependant. Ecrasés le 5 et le 6 juin, à cause de leur petit nombre, par la bourgeoisie, ils essayèrent inutilement de rentrer dans la lice en 1834 et en 1839. Le moment n'était pas venu.

Sous le travail incessant des esprits, grâce à une instruction chaque jour plus répandue, la monarchie constitutionnelle allait s'usant elle-même, de faute en faute, de réaction en réaction. Elle avait successivement repoussé tous ceux dont le concours pouvait la soutenir quelque temps encore, elle s'était aliéné jusqu'aux sym- pathies de ses serviteurs; elle était aux yeux de tous comme un objet de dégoût; elle s'est enfin affaïssée dans le mépris universel. La mer popu- laire, émue jusque dans ses profondeurs, a enfin passé sur elle, et c'est pour jamais.

Rien ne se fait par soubresauts dans l'histoire. L'humanité procède avec ordre et par des essais successifs. Alors même qu'elle semble emportée

dans un ouragan révolutionnaire, elle tâtonne. Les flots, bouleversés par la tempête, viennent l'un après l'autre battre le rivage.

La quasi-légitimité avait pris racine dans la bourgeoisie, sol peu profond; elle a fini par n'en vouloir pas, et se mettant à la recherche de nous ne savons quelle noblesse, elle a rencontré le peuple. L'arbre renversé à l'aide de ceux-là même qui l'avaient planté, que reste-t-il? la bourgeoisie et le peuple; la bourgeoisie, qui se traîne sur ses vieux jours et s'essaie à revivre; la bourgeoisie, qui prétend se constituer souve- raine maîtresse sans l'intermédiaire d'un mo- narque. Le dualisme social est constitué d'une manière franche et nette. Reste à savoir qui l'emportera, de la partie superficielle, mo iabonde, sans nerf et sans chaleur, ou de la masse pro- fonde, puissante par le nombre, par la sève, par la vie.

Deux républiques sont en présence : la répu- blique bourgeoise, aristocratique, et la républi- que pure, démocratique sociale. Laquelle aura le dessus?

Par cette loi de transition que nous signalions naguère dans les évolutions de l'humanité, il est incontestable que la première triomphe aujour- d'hui. Les élections sont là pour le prouver. Pla- cés plus haut sur l'échelle sociale, par une raison toute chronologique, ceux qui la représentent n'ont pas même eu besoin de marcher. Ils se maintiennent dans leur position première. Au- tour d'eux rien n'est changé, il n'y a qu'un roi de moins. A la dynastie d'un seul a succédé la dynastie d'une coterie. Le National a remplacé la famille d'Orléans.

« En cette concurrence, comme disait le grand Corneille, prends patience; au demeurant, tiens- toi toujours prêt. » Nous ne sommes pas une vile matière à expérimentation; nous n'avons nulle envie de recommencer un essai de dix-huit an- nées, nulle envie de passer derechef par les pha- ses que l'on sait. Nous sommes instruits; quel besoin avons-nous de tuteurs? Donc, que l'on nous émancipe!

L'Assemblée nationale est susceptible de faire le bien. Elle renferme de bons éléments dans son sein; pour peu qu'elle le désire elle fera de grandes et utiles choses. Elle n'a qu'à marcher. Le chemin est ouvert devant elle large, immense, infini. Qu'elle s'appuie sur toi, il n'est d'obsta- cles qu'elle ne surmonte, de difficultés qu'elle ne neutralise.

Que si au lieu d'entrer dans la voie du progrès, elle prétend comme le Gouvernement provisoire s'accroupir dans le statu quo et se rouler dans son inertie, oh! alors tout change. Et d'abord ce qui s'arrête recule. Mais la réaction est impuissante contre des forces aussi compactes et aussi bien organisées que les tiennes. L'Assemblée s'usera en quelques jours à se heurter contre la force des choses. On ne remonte pas le cours d'un torrent. Son inanité devenue manifeste, le peuple, que ne représentent pas de pareils commis, est obligé de se prononcer.

Ces réflexions nous ont été suggérées aujour- d'hui par l'esprit de l'Assemblée nationale. C'é- tait toujours la séance des comptes rendus. Le citoyen Lamartine entretenait de son administra- tion les commis du peuple. Est venu après lui le citoyen Garnier-Pagès, ministre des finances, le citoyen Béranger, etc. Nous avons hâte d'en finir avec le provisoire.

En ce moment survient une missive. C'est le citoyen Béranger, chansonnier, qui donne sa dé- mission. Et toute l'Assemblée de se lever comme un seul homme pour la repousser. Certes, nous aimons Béranger, nous ne serons point ingrats au point de méconnaître les grands services qu'il a rendus à la cause du peuple. Mais ces restric- tions posées, nous ne saurions partager l'opinion de l'Assemblée. Béranger se croit incapable, Bé- ranger fuit la tâche que le peuple lui avait imposée : une constitution à faire. Eh bien! qu'il se retire, qu'il aille retrouver les ombrages de Pas- sy, qu'il attende que la République ait des cheveux blancs, pour employer les expressions de Lamar- tine. Certes, la France savait bien à plaindre si elle ne retrouvait un représentant au moins plus dévoué que lui. Qu'il n'en soit donc plus ques- tion. C'est une honte que l'Assemblée s'occupe de ces vètilles dans les graves circonstances où nous sommes.

Voici paraître à la tribune le citoyen Darné, l'ca-carbonaro, l'honorable rédacteur du Na-

nal, qui lit un projet de formation de gouverne- ment. Alors c'est un tumulte inexprimable, le président se couvre; le silence se rétablit enfin, et Félix Pyat prend la parole pour rappeler à l'Assemblée qu'elle doit au moins écouter la lec- tur - qu'on vient faire devant elle.

Nous sortons. Nous regrettons de quitter si tôt les commis du peuple; mais le besoin de retrou- ver le souverain, source de toute vérité, nous appelle ailleurs. Le peuple n'a pas abdiqué en déléguant des pouvoirs à neuf cents citoyens. Il a confiance en eux; mais il doit les surveiller en les éclairant.

Reste donc calme, peuple magnanime dans la majesté de ta force. Le jour de la démocratie n'est pas loin. Défie-toi des fausses manifesta- tions; elles sont l'œuvre de la réaction, et ne serviraient qu'à tes ennemis!

N. B. Nous apprenons à l'instant même que l'Assemblée a voté des remerciements à Lamar- tine, et que Barbès et quelques autres commis du peuple ont protesté, et que le commis Sénart a cherché à justifier les massacres de Rouen.

SOBRIER.

## LA RÉVOLUTION ET LE PEUPLE.

La République est proclamée depuis deux mois, c'est un fait; mais existe-t-elle véritable- ment? La République n'est pas un mot, ce n'est pas un placard. La République, c'est la réforme de tous les anciens abus; c'est le droit et la li- berté de vivre en travaillant; c'est l'égalité de toutes les conditions; c'est la fraternité de tous les cœurs, sans distinction arbitraire de nais- sance, de rang ni de fortune. Tant que nous n'en serons pas là, nous n'aurons pas fait de Républi- que. C'est à vous, citoyens, de décider si vous vous contentez de la formule ou si vous entendez la mettre en pratique sérieusement, franche- ment.

Les droits impliquent des devoirs. Les droits et les devoirs forment dans l'ordre moral les deux plateaux d'une même balance. Une des obliga- tions que vous avez contractées devant Dieu et devant les hommes, en faisant la Révolution de février, c'est de la maintenir et d'en tirer toutes les conséquences. Malheur à toi, peuple, si après avoir héroïquement figuré dans la lutte, tu te retirais de l'œuvre commencée! L'état d'une na- tion s'empire par les soulèvements de la force quand il ne s'améliore pas. Il y a des gens inté- ressés à dégoûter la classe ouvrière de son inter- vention dans les affaires de l'Etat. Ils lui tiennent un langage perfide et suborneur. Ils l'attirent à la contre-révolution par le tableau de ses misères pré-sentes, comme si ces misères n'étaient point le legs odieux et à jamais condamnable des aris- tocraties!

Ne nous repentons pas de ce que nous avons fait; repentons-nous de n'en avoir pas fait assez pour soulager efficacement la classe souffrante. Il faut épuiser la situation si nous voulons que la victoire de février ne soit point stérile comme celle du juillet. Que le peuple ne fonde pas son règne d'ici à quelques mois, et c'en est fait de la démocratie pour des siècles. Ses ennemis ne manqueront point de profiter de notre torpeur; ils répéteront sans cesse, avec une sorte de vrai- semblance, que la masse laborieuse n'est point mûre pour l'exercice de ses droits politiques. Ne leur laissez pas cette triste satisfaction. Montrez- leur que le peuple sait vaincre, mais qu'il sait aussi profiter de sa victoire.

Fut-il jamais plus grande occasion dans le monde pour arracher le genre humain à ses op- presseurs? Le terrain est déblayé par la défaite de nos anciens maîtres; il ne tient qu'à nous de constituer un gouvernement, une société, un monde, qui soit véritablement l'ouvrage de la justice. La Révolution n'est point terminée, elle commence; mais elle ne s'achèvera que si vous veillez constamment à la défendre. La liberté démocratique a, chez nous, avorté deux fois en un demi-siècle; si nous laissons cette troisième fois mourir le fruit providentiel qu'elle a conçu dans son sein, c'en est fait d'elle et de nous pour jamais.

Que le peuple ne donne donc point sa démis- sion de révolutionnaire. Qu'il veille et qu'il lutte s'il ne veut point abandonner aux hasards du lendemain les fruits de sa souveraineté si chère- ment et si péniblement reconquise. C'est à lui d'aviser. L'Assemblée nationale est un pâle re-

plet de sa volonté libre ou surprise; mais quoi qu'il en soit, au peuple seul appartient le salut de ses droits et de ses intérêts les plus sacrés. Il s'agit pour lui d'être ou de ne pas être. Qu'il s'affirme, et ses représentants les plus indécis seront forcés de reconnaître son existence sou- veraine. Nous n'avons confiance que dans la masse pour assurer son propre règne; mais il faut pour cela que la masse entretienne en elle cet esprit de la Révolution qui est l'esprit même, Dieu.

## COMITÉ D'AGRICULTURE

ET DE COLONISATION.

L'assemblée d'agriculteurs qui a eu lieu hier soir dans nos bureaux a nommé une commis- sion chargée d'étudier les points les plus impor- tants de l'agriculture et d'appeler l'attention du Gouvernement sur les opérations à effectuer le plus tôt possible. L'assemblée était nombreuse.

Les membres de la commission sont : Solrier, président; Esquiroz, vice-président; Peyret, secrétaire; Gérard, Barrat, Scipion Du- moulin, Rey de Morande, Quentin Durand, Ba- ronnet, Victor Roger, Edouard Alaux, Banier, Cherrier, Armand Jonanin, Paganelli.

Londres, le 4 mai 1848.

Au citoyen Sobrier.

Vous avez pris vraiment une belle initiative en donnant dans votre feuille républicaine une large place aux intérêts agricoles, intérêts qui préoc- cupent vivement aujourd'hui tous les hommes d'avenir. Si nous avons à cœur en effet le bien- être général, le premier pas à faire c'est d'en-ou- rager, c'est de régénérer l'agriculture, c'est de faire en sorte surtout que cette pauvre nourrice qui s'épuise à allaiter l'enfant du riche puisse enfin réserver une de ses mamelles pour nourrir son propre enfant.

Il faudrait, avant tout, savoir exactement jus- qu'où a été portée la science agricole chez les nations qui s'en sont le plus occupées depuis un demi-siècle, l'Angleterre, l'Allemagne, la Hollande. Le gouvernement de la République fera, je l'es- père, tout ce que réclament de lui les intérêts de nos agriculteurs; mais en attendant que ce tra- vail administratif soit organisé, je serai heureux, citoyen, de secondar vos vues et de vous adres- ser d'ici tous les renseignements qui pourront servir à guider mes compatriotes et à éclairer la question de l'agriculture prise au point de vue pratique, celui de la production, et dans l'inté- rêt républicain celui du producteur.

Mes études particulières, mon long séjour en Angleterre, les liens de famille que j'y ai for- més, me mettent à même d'étudier, d'approfon- dir ce qu'il vous importe surtout de connaître et ce qui ne se trouve pas plus dans les docu- ments statistiques que dans les renseignements consulaires, je veux dire les détails de la vie matérielle, sociale et morale de l'ouvrier agri- cole tant en elle-même que comparée à celle de l'ouvrier manufacturier, question qui se rattache immédiatement à celle des salaires, devenue tout à coup si opportune en France; car ce n'est qu'en examinant pied à pied le sol de l'Angleterre, en visitant les fermiers, les cultivateurs, les journa- liers, en pénétrant, à l'aide d'une connaissance parfaite de la langue et des habitudes du pays, dans les réunions publiques comme dans les de- meures particulières et en se mêlant enfin, pour ainsi dire, à toutes les classes qui y composent la grande famille jusqu'à présent si désunie des travailleurs que l'on peut arriver à des données exactes et satisfaisantes sur toutes ces matières.

La première question, selon moi, que nous ayons à examiner est celle de la grande culture comparée à la culture individuelle et parcellaire, parce que c'est celle où le principe de l'associa- tion républicaine se montre dans toute sa supé- riorité et où l'oubli de ce principe, peut seul nous expliquer comment — lorsque la première est universellement reconnue comme la plus pro- ductive, la moins coûteuse, la seule qui permette les essais utiles et les améliorations puissantes — la seconde a cependant été préconisée par la plu- part des économistes qui se sont occupés ou ont prétendu s'occuper du bien être des masses.

C'est qu'ici comme dans l'application de la vapeur aux arts manufacturiers, toute accéléra-



tion, toute simplification dans le travail doit avoir pour but premier de soulager le travailleur, qui, redressant alors ses reins courbés et souriant à son aide infatigable, portera toute son intelligence à seconder l'inventeur; c'est qu'à la voix de l'association républicaine, la géologie, la chimie, la mécanique, s'interposant partout où il y avait ignorance, danger ou fatigue, viennent racheter l'homme de ses misères et l'appeler à une vie nouvelle. La République chrétienne eût seule pu réconcilier Rousseau avec la société.

La grande culture ne doit être, ne peut être que républicaine en France. Or chez nos voisins, qui l'ont d'ailleurs portée à un degré de perfection remarquable, elle est toute aristocratique, partant tyrannique, oppressive pour le prolétaire. Etudions donc chez eux les progrès faits au profit du riche seul pour les appliquer chez nous par un enseignement pratique, modifié par le principe républicain, au bien-être de tous, et s'il est des améliorations ou de tout nous ne puissions éliminer, quant à présent, les abus sociaux, faisons-en le sacrifice au sentiment pur de la fraternité; en un mot étudions l'Angleterre pour bien connaître ceux de leurs progrès qu'il faut importer et mieux encore ceux qu'il ne faut pas importer en France.

Salut et fraternité.

V. D.

#### TRAVAUX LÉGISLATIFS.

Ce qu'il y a de plus pressé :

1° Vote de la constitution;  
2° Fixation de l'impôt; établissement d'un nouveau système financier : imposer la propriété réelle et non la propriété apparente; — impôt progressif : favoriser la libération des débiteurs par l'émission d'un papier-monnaie destiné à rembourser les créanciers hypothécaires, auxquels l'Etat sera substitué; l'Etat trouvera dans cette opération un revenu annuel de 250 à 300 millions; — abolition de la vénalité des offices en indemnisant les titulaires au moyen d'une semblable émission garantie par une valeur égale de biens de l'Etat; l'indemnité devrait être calculée sur la base de moitié de la valeur de l'office avant la révolution du 24 février.

3° Instruction publique :

Instruction primaire gratuite surveillée par l'Etat; instruction secondaire libre et gratuite (suppression du baccalauréat); instruction supérieure libre et gratuite (suppression des diplômes, exception pour la médecine et la pharmacie); quelques chaires de haut enseignement retribues par l'Etat; en principe, liberté de l'enseignement; les professeurs retribus par leurs élèves.

Voilà un régime républicain pour l'enseignement, et non pas celui déveillé récemment par le ministre Carnot, qui paraît tenir à conserver les anciens abus et toute la vieille détroque universitaire.

4° Réformes administratives urgentes dans le personnel: destitution de tous les fonctionnaires compromissés à la monarchie; réduction du nombre des employés; suppression des gros traitements, augmentation des petits; admission de tous les citoyens à toutes fonctions et emplois sans distinction d'âge, pourvu qu'ils soient en état de les remplir; retraite calculée en raison du temps de service, dont le minimum devra être de dix ans.

Monts-de-piété. — Les prêts au-dessous de 10 francs doivent être faits sans prélèvements d'intérêts; ils ne doivent supporter qu'un simple droit de prudence en raison de la responsabilité de l'appréciateur, mais très-minime. Au-dessus de 10 francs on peut prendre des droits proportionnels qui s'élèveront d'autant plus en raison de la somme prêtée : suppression des commissionnaires; autoriser le prêt sur gages, sauf à poursuivre les prêteurs coarctés d'un ure.

Cette dernière disposition en vue de favoriser la circulation du numéraire.

5° Réformes dans l'ordre judiciaire: plus d'inamovibilité; les magistrats seront élus dans chaque commune, dans chaque canton, dans chaque arrondissement, dans chaque département par les électeurs, les mêmes qui nomment les représentants du peuple; le ministère public sera seul à la nomination du gouvernement.

#### DES REPRÉSENTATIONS THÉÂTRALES.

Le Théâtre-National sera-t-il désormais une école de mœurs, de grands enseignements, ou restera-t-il un lieu de démoralisation et de scandale? On a convié récemment le peuple à la représentation de nos chefs-d'œuvre; mais le directeur s'est bien gardé de mettre au répertoire la *Mort de César*, *Charles IX*, ou *Brutus*.

Le citoyen Lockroy, dont les précédents républicains nous sont parfaitement inconnus, agit-il d'après lui, ou obéit-il à ses chefs ou à ses subalternes? Nous voudrions être édifiés sur cela.

Le peuple souverain, qui paye (et on l'oublie trop), veut qu'aux fâcheuses productions du dernier règne on substitue les ouvrages qui relèvent la dignité humaine, et nous pensons que les ex-comédiens du roi et leur douloureux directeur tiendront compte de notre utile avertissement.

Nos réflexions sur l'élection de M. de Montalembert irritent fort l'Univers. Cela nous étonne moins que la présence du noble comte à l'Assemblée nationale. L'Univers offre de prouver que les accusations de M. de Montalembert contre la Suisse radicale étaient justes, et il nie que cet orateur ait appelé infâme la Convention.

Il est trop tard pour revenir sur la séance du 14

janvier. Nous n'avons pas besoin, et le public non plus, d'être éclairés sur les convictions et la sincérité du noble comte. Si nous avions des doutes à cet égard, ce n'est pas à l'Univers que nous irions demander des explications franches. Nous nous bornons à admirer l'assurance de certains dévots à nier la vérité, et nous les renvoyons au *Moniteur*.

Apparemment M. de Montalembert s'était trompé sur le sens de son discours, puisque longtemps encore après le 24 février, il croyait prudent de se dérober (par modestie sans doute) aux félicitations que méritait son éloquence, et se tenait retiré chez des amis. L'Univers a, d'ailleurs, le droit de se déclarer enthousiaste du talent de cet orateur; mais l'usage qu'en fait celui qui le possède ne nous inspire pas les mêmes sympathies, et nous sommes persuadés qu'au fond l'Univers et M. de Montalembert lui-même regrettent que ce talent ait été tant de succès le jour où la vieille aristocratie de Louis-Philippe l'a si fort applaudi. Après un succès si brillant, nous sommes étonnés que M. de Montalembert occupe une place à l'Assemblée nationale, et de là vient la grande colère de l'Univers. Nous persistons à dire que nous aurions mieux aimé voir cette place occupée par M. d'Alton-Shée, qui a protesté contre l'insulte faite à la révolution française, et qui, du reste, n'a aucun lien avec le National; il est donc évident que nos réflexions n'avaient point de rapport avec la candidature de M. Génin, dont nous publions une lettre de réclamation. L'Univers a dit tout cela aussi bien que nous; mais les dévots ont des façons à eux de comprendre les choses et de les expliquer selon leurs intérêts et leurs pieux desseins.

(National.)

Nous recevons la note des honoraires émolument touchés en ce moment encore par la famille du citoyen Thomas, caissier-payeur central aux finances. — Nous nous faisons un devoir d'en élever nos lecteurs. Voici cette modeste nomenclature :

1° Le citoyen Thomas personnellement, en sa qualité de caissier payeur central.	20 000 fr.
2° Titre d'indemnité.	20,000
3° Le citoyen Thomas fils aîné, sous les ordres du père (26 ans).	6,000
4° Le citoyen Thomas fils cadet, inspecteur des paquebots (24 ans).	6,000
5° Le citoyen Thomas fils puîné, sous les ordres du père (22 ans).	2,400
6° Le gendre du citoyen Thomas (recette générale des finances).	43,000
7° Une des filles du citoyen Thomas (simple bureau de tabac, eu égard sans doute à l'indigence de sa pauvre famille).	1,500
Total.	100,900 fr.

O citoyen Garnier-Pagès, qui vous êtes montré si rigide et si dur à l'endroit de ce bon receveur convaincu d'avoir sollicité de l'avancement sous tous les régimes, que votre justice distributive nous vienne en aide! Le citoyen Thomas a trop obtenu pour n'avoir pas aussi beaucoup demandé.

(Réforme.)

Le citoyen Mathieu (d'Epinal) s'est trouvé au nombre des suspects sur lesquels la garde nationale de Rouen a fait main basse. A peine échappé aux vengeances du juste-milieu, il s'est vu en butte aux fureurs de la réaction, et il a pour ainsi dire reconnu les mêmes individus et les mêmes motifs. Place en face de la magistrature de Louis-Philippe et de Charles X, le prisonnier du Mont Saint-Michel et de Boullens a refusé de répondre. Il a seulement demandé à ces hommes d'où ils sortaient, et s'il était vrai qu'il y eût eu en février une révolution que démentait leur présence. Ces derniers ont eu la conscience de leur indignité, car ils se sont retirés sans mot dire. Peu d'instants après, le citoyen Mathieu (d'Epinal) était en liberté.

(Id.)

#### LES HARDES DE L'EX-ROI.

Nous avons une fois déjà parlé des effets du duc de Nemours qu'on expédie à Londres; aujourd'hui l'on emballe pour le duc d'Aumale et l'on envoie à la reine des Belges. Mais d'où viennent de pareils ordres? Les biens de la liste civile, les biens des ex-princes sont sous le séquestre. Ni le Gouvernement provisoire ni l'Assemblée n'ont le droit d'en détourner quoi que ce soit jusqu'à ce que le séquestre soit levé, et il ne doit l'être que lorsqu'on aura acquitté les dettes de la France, rendus au pauvre ce qu'on a volé dans sa caisse d'épargne. Alors encore il faudra décider si ces biens n'appartiennent pas à la nation, aussi bien que ceux de la famille impériale et de la branche aînée.

#### HUMANITÉ, MAIS PLUS DE PRIVILÈGE.

« Justice égale pour tous;  
« Plus de distinction, plus de privilège;  
« La fortune ne sera plus désormais un titre de préférence. »

Voilà ce qu'on disait le 24 février; voilà ce qu'on ne dit plus le 7 mai.

Cependant l'égalité des droits est établie par la nature, et elle forme un des trois éléments fondamentaux de notre devise révolutionnaire.

Comment donc l'ex-ministre des travaux pu-

blics, condamné pour concussion, à la peine de trois années d'emprisonnement et à la dégradation civique, a-t-il pu obtenir du citoyen Crémieux, ministre de la justice, la faveur insigne d'être transféré dans la maison de santé du docteur Olivier (d'Angers)?

Ce n'est point ici, chacun le comprend, une question de personne, mais bien une question de principe.

Nous applaudirions vivement à toute mesure générale destinée à adoucir la position des prisonniers, à prévenir les maladies et à y apporter un remède prompt et efficace : la loi d'humanité nous en ferait un devoir.

Mais point d'exception. Que la misère ne soit plus un motif d'être déshérité du droit naturel et imprescriptible qu'a tout homme « de pourvoir à la conservation de son existence. »

Point d'exception!

Car de deux choses l'une :

Ou bien l'infirmerie de la prison est malsaine, le docteur un bourreau, les médicaments des poisons, et alors il faut faire table rase de tous ces éléments de mort!

Ou bien c'est le contraire qui a lieu, et alors justice égale pour tous!!!

A. S.

#### LA GARDE RÉPUBLICAINE.

La garde républicaine, depuis le 24 février, a défendu les personnes et les propriétés, elle a été l'une des sauvegardes de l'ordre dans les journées les plus orageuses.

Aujourd'hui elle se constitue, et ses chefs ont été recrutés parmi les démocrates qui ont combattu pour la cause républicaine sous le gouvernement déchu. Ce sont tous d'anciens militaires dont la position a été perdue dans les luttes qu'ils ont engagées avec la royauté.

La République est unanimement proclamée par l'armée, et l'armée ne peut-elle recevoir les soldats démocrates qui ont fait triompher la République? — Si quelques officiers de l'armée n'admettent pas le gouvernement démocratique, ils doivent faire place, dans tous les cas, aux républicains de cette catégorie, compromis ou condamnés pour conspiration.

Il s'agit d'ailleurs d'un corps spécial, démocratique par excellence. Quel est l'officier de l'armée qui pourrait contester les titres des chefs de ce corps?

Que notre confrère qui soutient l'opinion contraire veuille bien approfondir cette question, et il pourra convenir que ses réflexions sont plus spécieuses que solides.

#### ITALIE! POLOGNE!

Laissons-nous écraser l'Italie?

Laissons-nous périr la Pologne?

Comment se fait-il que le National, qui jusqu'à présent avait toujours parlé si haut en faveur de la Pologne, n'aperçoive que d'aujourd'hui le danger, l'impossibilité, pour ainsi dire, de la protéger, et que son journal du 4 contienne un article dans ce dernier sens.

N'est-ce que Louis-Philippe seulement et non son système que nous avons renversé? Si nous avons renversé le système, comment se fait-il que les différentes branches de l'administration soient encore dirigées par les mêmes chefs que sous Louis-Philippe? Les ministres ne devaient-ils pas épurer leurs départements? Et s'ils ne se sont pas crus assez puissants sous le Gouvernement provisoire pour entreprendre cette épuration, qu'est-ce qui les arrête maintenant? Ne doivent-ils pas craindre qu'on ne les soupçonne de vouloir se menager les moyens de transiger avec une restauration du régime prosrit?

La France doit-elle rester démantelée et sans frontières devant l'Europe menaçante?...

#### QUESTIONS.

Pourquoi le colonel d'un régiment de cavalerie légère qui a demandé sa retraite avec éclat, ne voulant pas se soumettre à l'autorité des commissaires envoyés par le citoyen Ledru-Rollin, n'y est-il pas mis?

Pourquoi les régiments de la formation de 1840, formation tout exceptionnelle pour les favoris des ex-princes, n'ont-ils pas encore été l'objet de l'attention du citoyen ministre de la guerre?

On assure que tous les officiers sont rétrogrades.

Pourquoi enfin nomme-t-on des officiers supérieurs pris sur des tableaux d'avancement formés sous l'influence des ducs de Nemours et autres.

Nul ne peut remplir à la fois les devoirs de deux places, parce que nul ne peut être en deux endroits différents à la fois, et qu'il faut qu'il se fasse remplacer dans l'un ou dans l'autre. Or, dans un pays d'élection, rien ne doit être abandonné au choix ou au caprice; on vous a élu, faites donc ce qu'il vous faut remplacer, et que des ce moment il soit substitué en votre lieu et place.

En détrônant la monarchie, on a détrôné le cumul.

(Représentant du peuple.)

La loi agraire qui donnerait à chacun sa part du sol, c'est la misère générale, on l'a prouvée cent fois, et cependant l'on trouve encore chaque jour des hommes et des journaux qui posent pour idéal la possession d'une parcelle de sol par chaque travailleur. Ce matin encore le *Salut public* répète qu'une fois le travail organisé, l'acquisition d'une parcelle de sol terminera probable-

ment toute carrière laborieuse; et il présente un tableau barbare de chiffres pour montrer que la société marche déjà dans cette voie. — Vous ne voyez donc pas que cette extrême division de la propriété, en multipliant les frais et les fatigues du producteur, est précisément une des causes de la misère générale? Vous ne voyez donc pas que cet idéal des bourgeois à courte vue, c'est précisément cette loi agraire dont vous vous plaisez parfois à démontrer les désastreux résultats!

(Démocratie pacifique.)

#### Correspondance.

Au citoyen Sobrier.

Citoyen rédacteur.

« La Commune de Paris n'est la propriété de personne; c'est la propriété de tous. Œuvre collective de dévouement, elle s'est vouée à la défense des intérêts de tous, surtout du pauvre et de l'opprimé. »

Ces lignes, citoyen rédacteur, disent assez pour qu'il me soit permis de croire que vous voudrez bien donner l'hospitalité à l'article suivant.

#### A PROPOS DE LA GARDE RÉPUBLICAINE.

Beaucoup de gens nient les tendances réactionnaires; mieux vaudrait nier le soleil. Ne se montrent-elles pas sous toutes les formes? Se dérobent-elles donc si bien qu'on ne puisse les reconnaître? Hier elles criaient dans les rues à bas les communistes! c'est-à-dire à bas un fantôme; elles fusillaient sans pitié dans les rues de Rouen une population désarmée. Aujourd'hui le socialisme est un rêve; demain au mot réco on accablera le mot *dangereux!* et alors malheur aux socialistes s'ils veulent murmurer le mot *fraternité*, c'est-à-dire avenir, bonheur pour tous, car mille bras se leveront pour les frapper.

Après 1850 les liberticides s'étaient servis, pour effrayer les bons bourgeois, du mot républicains, et dit-on sait quel était pour eux l'équivalent de ce mot. Aujourd'hui, voulant ressusciter ce vieux moyen, les liberticides de 1848 ont défini à leur manière le socialisme et les socialistes, et l'opouvantail de nouveau s'est dressé au milieu des populations. Bien manié, il peut en quelques heures faire descendre dans la rue 200,000 gardes nationaux. C'est pitié!

La réaction ne veut pas seulement s'attaquer aux vrais républicains, c'est-à-dire aux représentants du progrès; mais elle s'attaque encore aux hommes chargés de les défendre. C'est ainsi qu'une garde se forme à Paris; elle porte le nom de *Républicaine*, et ce nom elle en sera digne; les antécédents des chefs qui sont appelés à la commander en sont un sûr garant; donc nul doute que sous un régime républicain, elle ne soit acceptée? Erreur! la réaction est toujours là qui veille; ce titre de garde républicaine s'élève ses craintes. Les revers rouges des uniformes sont loin de lui flatter la vue; elle crie aux buveurs de sang, aux anarchistes, aux montagnards, etc., etc.

L'esprit qui anime cette garde lui met le transport au cerveau; la peur lui fait voir les baïonnettes républicaines chassant ses amis dévoués des bancs de la Convention.... et tout est dit.... Alors naissent les réticences pour avouer l'adite garde, pour l'organiser; enfin, après mille efforts, mille demandes, un décret paraît. La garde républicaine est reconnue, ses officiers et sous-officiers prennent place dans l'armée; autrement dit, ils sont à l'abri d'un mauvais vouloir, d'un mal de tête, d'un accident nerveux. Brisez-les aujourd'hui, et demain ils iront porter dans l'armée active leur dévouement et leur patriotisme. Mais n'est-ce pas la faveur qui a distribué ces épaulettes d'officier? Ne seront-elles pas trop lourdes aux épaules qui les ont portées? Non, mille fois non, car la plupart des élus dont nous parlons ont laissé leur sang sur les barricades ou sur les champs de bataille d'Afrique; beaucoup ont pâli à l'air épais des prisons; quelques-uns ont eu l'honneur d'être condamnés à mort. Sont-ce là des titres? Une troupe ainsi représentée peut-elle s'avouer républicaine? peut-elle tendre la main à ses sœurs de l'armée? J'aborderais la réponse si je ne voulais, citoyen rédacteur, vous la laisser faire après lecture du décret suivant :

« Le Gouvernement provisoire décrète :

« Art. 1<sup>er</sup>. Les sous-officiers et officiers de la garde républicaine n'ont été assimilés à ceux de l'armée qu'en ce qui concerne les insignes qu'ils doivent porter, l'avancement et les pensions qu'ils sont susceptibles d'obtenir dans les corps.

« Art. 2. La garde républicaine demeure d'ailleurs entièrement distincte et séparée de l'armée de ligne. »

Paris, le 5 mai 1848.

Salut et fraternité.

G. VALTAT; ARTHUR MARTIN; LÉON THIÉBAUD; A. MORTIER.

Citoyen Sobrier,

Encore un accident par la faute de l'administration des carrières de Paris. Voisinat, terrassier, vient de tomber d'une échelle à puits en descendant dans la carrière. Le hasard, plus humain que nos administrateurs, a permis qu'il en fût quitte pour une forte blessure au pied.

On ne sait comment cette terrible chute n'a pas occasionné la mort. L'article 51, titre IV, du décret impérial du 22 mars 1815, dit : « L'échelle des puits de carrière doit être à double montant en bois de chêne, bien sain, excepté le premier en fer, et de quatre en quatre mètres l'échelle doit être assurée par des tenons en fer dans le muraillement ou dans la masse. »

Cette disposition n'a jamais été exécutée. L'é-



chelle, vacillant comme une balançoire, occasionne des vertiges, des tournolements de tête; de là les affreux accidents qui se renouvellent si souvent. Je crois avoir prouvé que nos ingénieurs et inspecteurs sont en contravention et coupables aux termes de la loi.

Le président des ouvriers de l'administration des carrières de Paris,  
C.-A. VUILTONNET.

Paris, le 6 mai 1848.

Paris, le 8 mai 1848.

Citoyen rédacteur,

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien insérer dans votre journal de mardi les lignes qui suivent.

Le directeur de l'école polonaise.

« Les élèves de l'école polonaise invitent leurs compatriotes à se réunir le 10 mai, à 9 heures du matin, à l'église Saint-Roch, pour chanter un Te Deum en action de grâces de la première victoire remportée le 29 avril sur les ennemis de la Pologne et de la liberté. »

BRAVE OUVRIER !

Hier au soir, dans un groupe, des femmes se plaignaient de n'avoir pas d'ouvrage et de souffrir cruellement des privations qu'elles devaient s'imposer.

Un ouvrier s'avance au milieu d'elles, et d'un ton fort grave demande et obtient le silence.

« Citoyennes, que ques-unes d'entre vous sont-elles mères ? »

— Mais, oui, répondent-elles.  
— Êtes-vous contentes d'avoir des enfants ?  
— Mais certainement, répondent-elles.  
— Eh bien ! rappelez-vous ce que vous avez souffert pour les mettre au monde. Il en est de même de la République : on ne l'enfante pas sans quelques douleurs ; mais il faut savoir souffrir un peu pour être heureux longtemps. Patience, cour ge. Pour mon compte, je ne résigne à manger du pain sec pendant un an s'il le faut. »

AVIS.

Les ouvriers facteurs de pianos et orgues expressifs sont invités à se réunir en assemblée générale le mercredi 10 courant, rue Neuve-de-la-Fidélité, 21, à deux heures.

Le but de cette réunion est de s'entendre pour constituer définitivement leur corporation sur des bases fraternelles et adopter trois jeunes filles qui devront assister à la cérémonie du 14 de ce mois.

MM. DE FOURCY ET JUNCKER,

ingénieurs des carrières à Paris.

M. Clément, chef d'atelier, était un matin chez M. Sentis, lorsque M. de Fourcy père s'y présentait pour lui demander dans quel endroit s'était retiré son fils, ingénieur de l'administration. Sentis étant en correspondance avec lui, il refusa de répondre. De Fourcy père alors avoua que Guizot, à qui il avait parlé d'employer la police pour trouver son fils, lui avait dit : « Ce serait un mauvais moyen, parce qu'on découvrirait la faute que votre fils a faite en abandonnant son poste sans autorisation. » Mais Sentis refusa toujours de répondre. De Fourcy père lui donna un soufflet devant témoin en disant que l'insulte était publique et qu'il offrait de lui en rendre raison.

Voici l'explication de cette affaire.  
M. de Fourcy fils, ingénieur des carrières de Paris, abandonna son poste pour suivre une femme mariée; il a touché, malgré son absence, des mêmes appointements que s'il eût été présent. M. Juncker fut, dit-on, complice de cette fuite clandestine et facilita le paiement illégitime des émoluments du sieur de Fourcy en lui envoyant un congé que je désirerais revoir, car il doit être antidate, ce qui constituerait un faux. Qu'ils sont beaux et purs ces administrateurs qui nous gouvernent encore ! Mais patience, la justice arrive, et les parias deviennent des hommes.

Le président des ouvriers de l'administration des carrières de Paris,  
C.-A. VUILTONNET.

ORGANISATION.

Nous extrayons d'une lettre qui nous est adressée :

« Mon cher Théodore,  
« Je vois que le citoyen Louis Blanc poursuit ses utopies d'organisation du travail. Laissons-le parler et agissons ; il promet, réalisons. Je pose de une amidonnerie en pleine voie d'exploitation et un moulin qui fonctionne avec une grande puissance. Ne peut-on faire servir ces auxiliaires et ce matériel à la multiplication et surtout à l'amélioration des substances alimentaires au profit du peuple et de l'armée, trop souvent victimes de criminelles sophistications. J'abandonnerais avec joie à une association dont vous régleriez les bases les moyens qui sont en ma possession et que je regarde comme un puissant levier philanthropique et nourricier. Les moulins nationaux, et à dire propriété de tous les consommateurs, offriraient une prompte et satisfaisante solution dans la question de l'alimentation sous les rapports de l'économie et de l'hygiène.  
« Si ma pensée est comprise et adoptée, j'offre de prendre part à sa réalisation comme administrateur ou instructeur des citoyens qui voudront bien réaliser le plan que je sou mets à vos lumières et à votre patriotisme. »

« Du pain, du pain pour tous et à bon marché. Voilà la question la plus urgente à résoudre. »

« V. »

Nous lisons dans l'Ami du peuple du citoyen Raspail :

« Requête à l'Assemblée nationale. »

« La vérification des pouvoirs ne doit pas seulement porter sur l'identité de la personne, sur son âge et la régularité de l'élection, mais encore sur la moralité de l'élu, en tant que l'immoralité serait de notoriété publique ou bien démontrée par des faits suffisamment établis. »

« 1<sup>er</sup> Un député en état de faillite, même après avoir obtenu un concordat, ne doit pas rester à l'Assemblée. L'art. 614 du Code de commerce interdit l'entrée de la Bourse à tout commerçant failli, à moins qu'il n'ait obtenu sa réhabilitation. L'Assemblée nationale, il nous semble, doit montrer encore plus de susceptibilité que la Bourse. Un concordat ne libère pas l'homme de sa dette, mais seulement des poursuites ; c'est un sauf-conduit que bien des gens prennent pour un encouragement à recommencer un passif, sans s'exposer à une nouvelle déconvenue. Le débiteur n'a le droit de se dire honnête homme qu'en tant qu'il a profité de la faveur du concordat pour faire tout ce qu'il est humainement possible de faire à l'effet de se libérer, par fracs, sous et deniers, envers tous ses créanciers. Ce n'est qu'à ce prix que la honte de sa faillite peut être considérée comme complètement effacée. »

« Or, la liste des représentants renferme des faillis non réhabilités. Leur démission est d'urgence. »

« 2<sup>e</sup> Les fonctions de député sont incompatibles avec toute espèce d'autre fonction, mais surtout avec les fonctions salariées. Nous avons lu avec peine, dans les journaux, que certains fonctionnaires cherchaient à échapper à cette loi de haute moralité politique en renouçant à la gratification qu'on leur alloue au député ; cette prétention est par trop rebonnaire. D'abord qui vous a donné le droit d'opter entre vos deux émoluments et de sacrifier les 750 fr. par mois du député pour avoir l'heur de toucher les 1,200 fr. par mois du fonctionnaire ? Votre calcul est excellent dans l'intérêt de votre bourse ; mais il est très-mauvais dans l'intérêt de l'administration du pays. »

« Nul ne peut remplir à la fois les devoirs de deux places, parce que nul ne peut être en deux endroits différents à la fois, et qu'il faut qu'il se fasse remplacer dans l'un ou dans l'autre. Or, dans un pays d'élection, rien ne doit être abandonné au choix et au caprice. On vous a élu, faites élire qui doit vous remplacer, et que dès ce moment il soit substitué en votre lieu et place. »

« En détrônant la monarchie, on a détrôné le cumul. »

« 3<sup>e</sup> Désormais, il doit être interdit à tout fonctionnaire de se présenter en qualité de candidat pour la représentation nationale aux suffrages de ses administrés ; un fonctionnaire a par devers lui trop de moyens d'influencer illicitement les votes. »

« 4<sup>e</sup> Un citoyen qui s'est fait naturaliser en pays étranger ayant par là perdu sa qualité de Français, ne peut pas faire partie de l'Assemblée nationale. Si nos renseignements sont vrais (et ils nous paraissent émaner d'une source incontestable), un membre de l'ex-gouvernement provisoire, aujourd'hui député, s'est fait naturaliser Anglais, il y a dix à douze ans, afin d'avoir le droit d'épouser une riche héritière en Angleterre. Chacun autour de nous est en état de désigner du doigt ce député ; c'est à l'Assemblée à s'en assurer par une enquête. »

« 5<sup>e</sup> Les hommes de l'ex-police secrète et du château devraient être considérés comme inhabiles à la représentation. Le livre rouge et les dossiers de police suffisent à l'Assemblée pour s'assurer si elle ne renfermerait pas deux ou trois personnages au moins de ce genre dans son sein. C'est à vérifier. Nous marchons aujourd'hui au grand jour, et rien n'est plus facile que d'épurer les rangs des citoyens chargés des destinées de la France. »

« 6<sup>e</sup> La vérification des pouvoirs une fois terminée, il importe au pays que la conduite du Gouvernement provisoire soit soumise à une enquête sévère, à l'effet d'apurer les comptes, de connaître l'emploi des fonds et impôts extraordinaires dont le Gouvernement a frappé pendant deux mois et demi et l'industrie et la propriété, enfin à l'effet de connaître par quels moyens de police on a tant compromis et la tranquillité publique et la réputation des meilleurs citoyens à l'effet d'influencer les suffrages et de fausser la représentation du pays, ce qui, grâce au Dieu qui protège la France, n'a pas été couronné d'un plein succès. »

« L'Assemblée nationale doit désormais assimiler à la trahison la coalition des camaraderies courantes à la curée des places. »

« 7<sup>e</sup> Enfin il est urgent de délivrer la France du fleau du provisoire et de donner au pays une administration émanée de l'élection vraiment républicaine et démocratique, homogène, forte en face de l'étranger conciliatrice en face des discussions, progressive, intelligente, laborieuse et surtout probe et honnête. Quant à la police secrète, on doit l'abolir incontinent. La cité doit faire la police elle-même ; la garde nationale, qui veille à la sécurité publique, ne doit pas être seulement une réunion de soldats, mais une organisation de magistrats municipaux surveillant les quartiers respectifs. Ce sera là une police morale, domestique et au grand jour. Toute autre police est toujours, quoi qu'on fasse, une police d'immoralité. »

« 8<sup>e</sup> Que l'Assemblée ne remette pas ses pouvoirs à un homme qui soit pour ainsi dire son vice-roi. Que le président qu'elle élira soit placé à la tête d'une administration si bien organisée, qu'à la rigueur elle puisse se passer de lui. Que les fonds ne soient ja à sa disposition. Que le fisc soit un contrôle de toutes les opérations et non une caisse complaisamment ouverte aux dilapidations du pouvoir ou au gaspillage des subordonnés. L'argent, entre les mains du pouvoir exécutif, est une tentation permanente à l'abus ; le contrôle et la surveillance de l'administration fiscale seront la sentinelle chargée de maintenir le pouvoir dans les limites de l'usage et du bon emploi des fonds. »

Actes officiels.

Le ministre de la guerre.

Vu le décret du Gouvernement provisoire du 3 mai 1848 ;

Considérant

Que le nombre des intendants militaires est établi d'après celui des divisions militaires et les besoins extraordinaires du service ;

Que la réduction du nombre des divisions, arrêtée en principe par le décret précité, doit avoir pour conséquence la diminution du nombre d'emplois dévolus aux intendants militaires ;

Que l'effectif des sous-intendants militaires et adjoints de 1<sup>re</sup> et de 2<sup>e</sup> classe satisfait strictement aux exigences du service, mais que la fixation affectée à chacune des classes de sous-intendants produit dans l'avancement un mouvement qui doit être modifié ;

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. Le cadre d'activité du corps de l'intendance militaire est fixé ainsi qu'il suit :

22 intendants ;  
40 sous-intendants de 1<sup>re</sup> classe ;  
100 sous-intendants de 2<sup>e</sup> classe ;  
52 adjoints de 1<sup>re</sup> classe ;  
26 id. de 2<sup>e</sup> classe.

Art. 2. Le cadre de sous-intendants militaires de 1<sup>re</sup> classe sera ramené à l'effectif de 40 par voie d'extinction. On pourvoira à l'avancement dans ce cadre par une nomination sur trois vacances, jusqu'au moment où le cadre sera renfermé dans les limites indiquées ci-dessus.

Paris, le 4 mai 1848.

FR. ARAGO.

Quelques journaux supposent que la commission composée de tous les chefs de service et du vice-président du conseil d'amirauté, réunie au ministère de la marine sous la présidence du citoyen V. Schœlcher, sous-secrétaire d'Etat, avait pour mission de préparer une nouvelle organisation de l'administration centrale. C'est une erreur qu'il importe de rectifier. Cette commission n'a jamais eu à s'occuper que d'un seul objet : reviser le budget de la marine pour 1848, en proposant les réductions et les réformes à faire dans l'état actuel des choses. L'économie de 3 millions qui est résultée des travaux de la commission porte sur les dépenses prévues pour les huit derniers mois de l'année.

La commission hippique instituée au ministère de l'agriculture et du commerce a tenu, hier 6, sa première séance. Dans une allocution heureuse par la forme autant que solide au fond, M. le ministre a rappelé le but de la réunion et les graves intérêts soumis à son étude. Il a en quelque sorte fait table rase et sollicité, dans les meilleurs termes, le dévouement et l'expérience de tous. Les questions de principe et d'application doivent être examinées avec un même soin et une égale maturité. La commission recevra communication de tous les renseignements dont elle aura besoin s'entourer, et le résumé de ses travaux d'ici au pays ce qu'il peut attendre des efforts de l'industrie aides et soutenus s'il en est besoin, par une intervention quelconque de l'Etat dans la production et l'amélioration de nos races de chevaux.

Dans cette première séance, à laquelle assistaient plus de trente membres, la commission s'est constituée en nommant deux vice-présidents et deux secrétaires.

Les suffrages ont été appelés à la vice-présidence MM. Fouquier d'Hérouel et Luneau. Les fonctions de secrétaires ont été confiées à MM. de Sourdeval et Bourdet.

Après une discussion générale, en tout favorable au système d'intervention de l'Etat dans la production et l'amélioration des races chevalines, une sous-commission, composée de quatre membres et de l'un des vice-présidents, a été chargée d'établir le programme des questions à soumettre aux délibérations de l'Assemblée.

Un premier pas a donc été fait ; la nécessité d'intervenir a été reconnue, et il n'y a aucune dissidence sur le but à atteindre : l'émancipation aussi prochaine que possible de l'industrie particulière.

L'émancipation est le seul fait que M. le ministre de l'agriculture et du commerce ait posé d'une manière absolue devant la commission. Pour tout le reste, elle ne relève que d'elle-même.

TRAVAUX PUBLICS.

De grands travaux de nivellement s'exécutent en ce moment pour opérer le raccordement de la nouvelle rue Soufflot avec les abords du Luxembourg. Une foule de charrues a été ouverte depuis la place Saint-Michel jusqu'au point d'in-

tersection des rues Saint-Hyacinthe et Soufflot. Le sol de la première de ces rues a été abaissé en cet endroit de plusieurs mètres. Le niveau de la voie a pour repère les marches du fronton du Panthéon. La nouvelle rue attendra le jour où du Luxembourg par une pente presque insensible. La rue Saint-Hyacinthe, scindée par suite de ces travaux, cesse d'être carrossable et sera accessible, dans sa partie haute, par un escalier. Ces travaux occupent un grand nombre de terrassiers.

ASSEMBLÉE NATIONALE

PRÉSIDENCE DU CITOYEN BUCHEZ.

Séance du 8 mai.

A midi, la séance est ouverte ; le secrétaire fait lecture du procès-verbal. Il est adopté.

Un membre de l'extrême droite, près de l'hémicycle, demande que l'Assemblée se dispense d'abord de faire la lecture du procès-verbal de la séance. On ne l'entend jamais, et d'ailleurs le *Muteur* devra attendre le même but.

L'Assemblée consultée repousse cette proposition.

On procède au tirage des bureaux.

A une heure, le citoyen pré-ident invite les citoyens représentants à reprendre leurs places.

LE CITOYEN BUCHEZ, l'honneur de proposer à l'Assemblée, qui vient de nommer ses bureaux, de se réunir ce soir pour nommer deux commissions importantes. La première de ces commissions est celle qui devra s'occuper sans relâche du règlement de l'Assemblée ; la seconde est la commission de comptabilité. Je vous propose donc de vous réunir à huit heures dans les bureaux pour procéder à la nomination de ces deux commissions. Ensuite, nous aurons à nous occuper de nommer une troisième commission pour l'examen des pétitions. Un grand nombre de ces pétitions ont déjà été adressées au bureau de votre président. Il est donc urgent que l'Assemblée ne laisse pas s'agglomérer ainsi sans examen les pétitions qui lui sont chaque jour adressées.

LE CITOYEN XAVIER DURIEU fait le dépôt d'une pétition. La chambre lui en donne acte.

Le rapporteur du 6<sup>e</sup> bureau propose l'admission des quinze représentants nommés dans le département de l'Eure. — Adopté.

LE CITOYEN PRÉSIDENT. L'ordre du jour appelle la suite de la communication du Gouvernement provisoire.

LE CITOYEN DUCLERC, secrétaire du ministre des finances, commence la lecture du rapport concernant le département des finances ; mais la faiblesse de son organe, qui provoque les réclamations de l'Assemblée, engage le citoyen Garnier-Pagès à reprendre la suite des feuillets abandonnés par son secrétaire. Le ministre continue la lecture du compte-rendu de ses actes, qui est écoutée avec attention. Il termine la relation de son système financier, dont nous donnerons le rapport en entier, par ces mots : « Nous avons fondé la République de la France ; puis-je-je dire un jour : « La République a sauvé la France d'une banqueroute ! » (Applaudissements.)

LE CITOYEN MINISTRE DE LA GUERRE donne lecture de son rapport. La première pensée du Gouvernement fut, après la Révolution de février, d'établir à la défense du territoire. Un comité fut établi à cet effet, et ce comité aura bientôt fini son travail. Nos régiments de toutes armes ne présentaient que des moyens et des cadres incomplets. L'effectif fut augmenté, les classes furent rappelées, 30,000 chevaux furent achetés. La France a en face de ses ennemis une armée nombreuse, brave et disciplinée. 27,000 hommes ont été empruntés à l'Afrique ; mais il sera pourvu à l'augmentation de notre corps d'occupation en relevant des hommes sur les contingents arriérés. L'armée d'Afrique comptera alors 76,000 soldats français, 10,000 indigènes, 17 à 18,000 chevaux.

Il faut ajouter aux forces nationales de la France 200 bataillons de réserve de la garde nationale. Messieurs, depuis le 23 février le département de la guerre a distribué 446,680 fusils à la garde nationale.

Vous savez maintenant d'où provenaient les baïonnettes qui le 16 avril, se précipitant par avalanche, se sont présentées à l'hôtel de ville pour défendre l'ordre menacé. Ces fusils sortaient des magasins de la République ; ils ont été distribués sans distinction aux gardes nationaux en habit et en blouse. (Très-bien !) Et les gardes nationaux en habit et en blouse, se rendant par portion égale au poste du devoir, se sont trouvés la pour dire à l'ennemi : « On ne passe pas ! » (Vifs applaudissements.) Cela prouve, citoyens, que la confiance est le meilleur moyen de gouvernement. Oui, que tous les gardes nationaux soient armés ! Napoléon, sur le rocher de Saint-Hélène, regrettrait amèrement d'avoir désarmé la France ; il s'imaginait fausement qu'on ne pouvait résister à l'Europe qu'en chargeant les armes en douze temps. (Sensation.)

Après avoir exposé quelques améliorations de détails opérées par lui, et s'être félicité du rétablissement de la discipline, le citoyen Arago dit en résumé que la France va avoir en ligne : 300,000 hommes d'infanterie, 85,000 de cavalerie, sans compter 200 bataillons de garde nationale mobilisable et l'énergie du reste du pays. Je pense, dit le citoyen Arago, que cet exposé sera de quelque poids dans les négociations que le citoyen Lamartine poursuit avec les puissances étrangères. (Très-bien.)

Passant à la marine, M. Arago montre notre belle flotte de la Méditerranée promenant le



drapeau de la République sur les côtes de l'Italie. Les châtimens corporels ont été abolis à bord de nos vaisseaux, et la parfaite tenue de nos équipages a prouvé qu'il n'y avait pas de lieu de les dégrader pour les conduire. (Bravo!) Les rations n'étaient pas toujours suffisantes; on voyait quelquefois des matelots descendre à terre pour acheter du pain. Cette honte a été effacée de nos réglemens. (Très-bien!)

L'orateur, après avoir exposé les mesures prises pour l'abolition de l'esclavage dans les colonies, termine ainsi : « Quoi qu'il arrive, la France doit savoir qu'elle a une belle et bonne étoile pour défendre l'honneur de son pavillon ! » (Applaudissemens.)

LE CITOYEN MARIE, ministre des travaux publics. Je viens, citoyens, vous donner un aperçu rapide, succinct, de nos travaux que je n'ai pas hésité à accepter quand j'ai pensé qu'ils pouvaient être entrepris dans l'intérêt du pays, au milieu des circonstances graves où il se trouvait après notre glorieuse Révolution de février.

J'ai dû tout à coup et partout faire continuer les travaux, en organisant de nouveaux. En peu de jours le travail était complet. De jour en jour, d'heure en heure, le nombre des ouvriers sans ouvrage affluait de tous côtés; il s'agissait de parer sans perdre de temps à la crise énorme, aux réclamations incessantes des travailleurs; j'ordonnai donc que les travaux de l'Etat fussent repris sans retard. Le ministre provisoire des travaux publics n'a pas failli à la mission qu'il s'était imposée.

Il fallait consoler cette population si intéressante des travailleurs; il fallait répondre à cette impérieuse nécessité de donner du travail à l'ouvrier. D'un commun accord avec la mairie de Paris, nous songâmes à diriger des masses de travailleurs embrigadés dans les divers quartiers de la capitale. Nous nous entendîmes avec un jeune ingénieur sur un plan de travaux présenté par lui et qui nous permettait d'occuper de nombreux ouvriers dispersés, embrigadés et soumis à une discipline fraternelle. Je pus bientôt connaître combien de nobles infirmités, combien de nobles misères étaient venues s'associer à nos efforts et recevoir de nous les secours que nous étions heureux de pouvoir leur offrir en échange de leurs travaux. Des travaux de terrassement furent entrepris sur plusieurs points. Je ne vous renouvellerai pas ici, citoyens, l'affligeante statistique des misères dont je ne soupçonnais pas l'existence.

Je sais l'objection que l'on pourrait faire à l'égard des ateliers nationaux. Je sais que des sommes considérables ont été dépensées pour ainsi dire sans résultat pour le pays; mais je sais aussi combien de misères ont été secourues. Mais vous ne demandez pas un compte sévère. Citoyens, ne vous trompez pas, une armée de travailleurs vit autour de Paris; cette armée a élu son chef, elle s'est mêlée à la garde nationale quand Paris a pu craindre; mais elle est restée paisible et laborieuse quand la ville a été tranquille et que sa sécurité n'a pas eu besoin de son concours.

L'orateur vote dans les ateliers nationaux une question d'avenir dans laquelle il a la plus grande confiance.

Il analyse longuement les avantages qui résulteront pour le pays de ce que les chemins de fer soient désormais dans le département du ministère des travaux publics. Il a opéré environ douze cent mille francs d'économie dans le personnel seul. Il termine en disant que la République est la formule la plus énergique du progrès; elle fécondera toutes les bonnes pensées et tiendra compte de tous les efforts. (Bravo!)

LE CITOYEN LAMARTINE, ministre des affaires étrangères. Citoyens représentants, il y a deux natures de révolutions dans l'histoire, les révolutions de territoires et les révolutions d'idées. Aux premières, la guerre est nécessaire; aux secondes, la paix. Cependant les révolutions d'idées exciteront quelquefois des inquiétudes, et alors elles pourront être forcées de recourir aux armes. Pour répondre à cette double situation, elles sont inoffensives; mais elles sont debout. C'est la démocratie armée. Ces pensées ont dirigé, depuis le 25 février, les rapports du Gouvernement provisoire avec les puissances étrangères.

M. de Lamartine, avec la permission de l'Assemblée, passe une grande partie de son rapport relative à la marche diplomatique des affaires de l'Europe depuis 1815 jusqu'en 1848, puis il continue ainsi. — La monarchie décline, légua à la République la France garottée, liée, compromise par les relations les plus tristes et les traités les plus désastreux. Nous étions dans des conditions d'isolement et de subalternité.

Nous avions deux partis à prendre : ou faire explosion et lancer le principe républicain partout, sans savoir si le sol était disposé pour le recevoir, ou proclamer la paix républicaine en reconnaissant les droits du peuple et en leur promettant notre appui, en déclarant que la France est un soldat toujours prêt à marcher pour le triomphe de ses principes. C'est cette dernière politique que le Gouvernement provisoire a adoptée.

Vous savez ce qui s'est passé dans la Sicile, dans le Milanais, dans toute l'Italie... Est-ce que ce n'est pas le triomphe de notre système, du principe républicain désarmé? Mais ce n'est pas tout! Vienne se soulève et se donne une constitution; la Hongrie et la Bohême s'affranchissent, et l'Autriche n'est plus qu'une nation de douze millions d'hommes! Berlin se lève à son tour et conquiert ses droits! Tous les petits princes allemands font de larges concessions à leurs sujets ou sont renversés! Le parlement national triomphe et s'élève sur les ruines de la diète de Francfort; il représente des peuples au lieu de représen-

ter des rois et devient le noyau d'une nouvelle confédération germanique qui s'appuiera sur la France, puissance démocratique comme elle.

La France assiste à l'ébranlement du continent sans ambition et sans faiblesse, prête à se contenir ou à s'agrandir, suivant les besoins de ces principes! S'agrandir, non en territoire, mais en influence! La République a fondé la sainte alliance des peuples; elle a comploté le premier coup des principes de l'avenir.

Nous n'avons pas violé les peuples pour leur porter la liberté à la pointe des baïonnettes... Nous avons agi par la sympathie et par les idées! Et comparez la France du 25 février à la France du 8 mai. Nous étions garottés; nous sommes debout sur des débris! L'Angleterre n'est plus inquiète de notre ambition en Espagne.

La Russie a le temps de réfléchir à la revendication légitime de liberté présentée par une héroïque nation.

L'Autriche ne se préoccupe que de la rançon de la Lombardie.

La Prusse est attachée à son œuvre d'émancipation.

La Suisse est notre alliée.

L'Italie est presque libre, et son premier cri de détresse appellerait la France. Il y a trois mois, sous la monarchie, nous étions isolés en Europe; notre horizon était court, l'air manquait! Aujourd'hui notre horizon est l'avenir des peuples! Notre air vital est le souffle de la liberté dans la prévision des peuples! (Bravo!) Nous nous appuyons sur 90 millions d'hommes en Europe!

Quelle victoire aurait donné à la France une telle situation! La France, à la chute de la royauté, s'est relevée comme un malheureux chargé d'un immense fardeau et qu'on en délivre tout à coup. Voilà l'état exact de notre situation, citoyens représentants. Nous vous remettons la paix, les mains pleines d'éventualités d'alliances! (Vifs applaudissemens.)

Le citoyen Lamartine quitte la tribune au milieu d'une explosion de bravos!

LE CITOYEN PRÉSIDENT. Citoyens représentants, le citoyen Béranger donne sa démission. (Mouvement de regret.) Voici sa lettre :

« J'avais cru de mon devoir de prévenir les électeurs que je ne pourrais accepter le mandat qu'ils m'ont confié.

« Malg é la reconnaissance que m'a inspiré le grand nombre de suffrages qui se sont groupés autour de mon nom, je n'ai pas renoncé à refuser un mandat auquel ne m'avient préparé ni mes méditations antérieures ni mes études.

« Je ne serai pas cause d'une convocation nouvelle! Une élection annulée dans le département de la Seine m'offre une occasion naturelle de me retirer.

« Je viens donc remettre entre vos mains, monsieur le président, ce mandat qui sera la seule gloire de ma vie! Exprimez à l'Assemblée le regret que j'éprouve de ne pouvoir coopérer à l'œuvre complètement démocratique qu'elle doit fonder.

« BÉRANGER. »

Plusieurs voix. Il ne faut pas l'accepter. (Non! non!)

LE CITOYEN PRÉSIDENT. Il y a des exemples de démissions offertes et non acceptées. Ce ne serait pas une chose nouvelle.

De toutes parts. Aux voix! aux voix!

L'Assemblée, à l'unanimité, refuse la démission du citoyen Béranger.

LE CITOYEN PRÉSIDENT. Un membre propose que le rapport du citoyen Lamartine soit imprimé et envoyé aux départements et aux puissances étrangères.

Une voix. Il sera au *Moniteur*!

LE CITOYEN LAMARTINE. J'éprouve beaucoup de reconnaissance de la proposition; mais je prie l'Assemblée de ne rien innover en matière si délicate! En d'autres circonstances cela aurait son danger. Le *Moniteur* va dans toute l'Europe. (Oui!)

Un membre. Les idées exposées dans le rapport sont celles qui doivent dominer l'Assemblée. Il faut les répandre.

La proposition est rejetée à une forte majorité. LE CITOYEN DORNÈS. J'ai l'honneur de venir soumettre à l'Assemblée un projet auquel, j'espère, elle donnera son approbation. Cette proposition a pour but de faire éclater l'enthousiasme que nous tous, citoyens représentants, nous avons éprouvé à la lecture des rapports des citoyens membres du Gouvernement provisoire. Ce projet est signé par trois représentants de cette Assemblée, ce sont les citoyens Jean Reynaud, Trelat et Dornès. Je viens plein de confiance avec cette proposition et dans l'espérance qu'elle soulèvera dans cette Assemblée une éclatante sympathie.

L'Assemblée des représentants voudra consigner dans le dépôt de ses archives les félicitations et les remerciemens sincères qu'elle conserve pour les actes du Gouvernement provisoire et pour les services que ce Gouvernement a rendus au pays. L'Assemblée reconnaîtra, avec les signataires de la proposition que les membres du Gouvernement provisoire ont bien mérité de la patrie.

Voici ce projet. (Écoutez! écoutez!) « L'Assemblée nationale constituante étant investie de la souveraineté, le Gouvernement provisoire, né de la Révolution, a cessé d'exister jusqu'à la mise en vigueur de la constitution définitive du gouvernement. Cette souveraineté devant s'exercer par délégation, l'Assemblée confie ses pouvoirs à une commission exécutive de cinq membres. Ces cinq membres sont... (Réclamations sur tous les bancs.)

Voix nombreuses. — Non, non! Lamartine! LE CITOYEN LAMARTINE. Vous ne devez pas les

nommer.

CIToyEN DORNÈS. Ces membres sont les citoyens... (Ici la chambre se lève presque en entier en apostrophant l'orateur. Quelques députés quittent leurs places et viennent au pied de la tribune interpellent le citoyen Dornès. Quelques repré entants envahissent l'intervalle qui existe entre le fauteuil du président et les secrétaires. Ils semblent lui reprocher de laisser continuer l'orateur en dépit des réclamations de l'Assemblée.)

Un membre de droite. On ne peut pas voter par exclusion. Si la chambre laisse dire les noms, il faudra donc voter pour exclure.

LE CITOYEN FERDINAND LASTEYRIE. Pas de noms, pas de noms.

LE CITOYEN DORNÈS. J'ai le droit d'achever la lecture de ma proposition.

LE CITOYEN F. DE LASTEYRIE. Vous dépassez votre droit.

Voix nombreuses. Oui, oui; c'est intolérable.

LE CITOYEN PRÉSIDENT. Laissez l'orateur conclure au moins. (Bruit.)

Voix. — Non, assez, assez; nous ne le voulons pas. C'est à l'Assemblée seule qu'il appartient de décider et non au président.

LE CITOYEN PRÉSIDENT. Citoyens, voulez-vous entendre la fin du discours du citoyen Dornès! (Pas de noms!)

LE CITOYEN DUPONT (de l'Eure). Je ne comprends qu'un citoyen aussi intelligent que le citoyen Dornès vienne ainsi compromettre des noms à cette tribune. (Vifs applaudissemens.)

LE CITOYEN DORNÈS. Je réclame la liberté de la tribune. Vous êtes juges, vous devez m'entendre jusqu'au bout. (Vifs réclamations, interruption.)

LE CITOYEN PRÉSIDENT. Il n'y a pas encore de règlement pour cette chambre; jusqu'à ce qu'il soit fait, elle est maîtresse, elle est souveraine; je la consulte. Veut-elle entendre la suite de la proposition apportée à cette tribune? (Aux voix! aux voix! C'est déplorable!)

LE CITOYEN BAC. Je demande la parole sur la position de la question.

LE CITOYEN PRÉSIDENT. Vous n'avez pas la parole. LE CITOYEN FELIX PYAT. Le citoyen président veut-il mettre la proposition aux voix, oui ou non?

Le citoyen Dornès cherche à parler; mais le bruit étouffe sa voix.

LE CITOYEN BAC. Vous abolissez la liberté de la tribune. (Bruit prolongé. Tous les membres se lèvent et quittent leurs places. La sonnette du président est impuissante; le bruit éclate plus fort. Le président se couvre et suspend la séance pour une demi-heure. Sensation prolongée.)

Une très-grande agitation règne dans l'Assemblée pendant la suspension de la séance. Des colloques animés sont émis sur tous les points. Nous entendons un représentant qui s'écrie : « Il y a eu des alliances honteuses! Tout doit se faire au grand jour sous la République! »

## Compte rendu des Clubs.

CLUB DE LA SARTHE.

(Extrait du procès-verbal de la séance du 5 mai 1848.)

L'ordre du jour est ainsi conçu :

« Aurons-nous un président de la République? »

L'Assemblée a répondu à cette question par la négative.

Plusieurs citoyens ont chaleureusement formulé les motifs qui leur feraient à tout jamais repousser la présidence, cette royauté présidentielle que les uns prêchent à l'écueil et que les autres acceptent par ignorance.

Donner un président à la République, n'est-ce pas menacer sa devise, qui a sanctionné l'égalité entre tous les citoyens? N'est-ce pas violer le premier principe d'une République démocratique?

On invoque le passé, on attire nos regards vers les Etats-Unis; mais le passé, notre flambeau dans l'avenir, n'est-il pas la pour nous dire que le pouvoir exécutif confié à un seul a toujours conduit à la tyrannie et de là à une monarchie héréditaire. Les Etats-Unis! mais quel rapport y a-t-il entre cet amas, cette aggrégation de petits Etats, vivant chacun d'une vie individuelle, et la nationalité une de la France? Fractionnerons-nous la France comme le veut le citoyen Lamartine pour imiter les Etats-Unis? Non, assurément. Ainsi donc point de pléiade. Notre modèle n'est ni en Amérique, ni ailleurs, ni dans aucune forme passée. Notre modèle est dans l'idéal que Dieu a déposé dans l'esprit et la conscience des hommes.

Ont-ils bien sondé l'avenir ceux qui parlent de nommer un président de la République? Croient-ils que le replatage d'un gouvernement constitutionnel soit ce qui convient à une nation libre? Deux chambres et un président ou une chambre et un président ne peuvent sauvegarder l'unité de la République. Dans le premier cas, c'est un gouvernement équilibré qui a croulé et croulerait encore; dans le second, ce sont deux pouvoirs en face l'un de l'autre, dont l'accord n'est rien moins que garanti; et dans les deux cas sont en perspective l'anarchie et la guerre civile.

Le peuple se donnant un président mentirait à sa conscience, à son cœur, à ses instincts généraux; il sait que ce serait bâtir un édifice qu'une autre révolution viendrait démolir. Or, les révolutions ont assez fait couler son sang; la guerre civile lui fait horreur, et dans son sentiment de fraternité, il s'écrit : pas de président!

Le club de la Sarthe tient ses séances cour des Miracles, les mardis et vendredis, à 7 heures

et demie du soir. — Ordre du jour de la prochaine séance : de la présence de l'armée dans les grands centres de population.

## Faits divers.

Un sinistre assez singulier est arrivé hier dans le Marais. Une voiture, contenant trois cents bottes de paille, était attendue par le sieur Scheffer, grainetier, rue du Val-Sainte-Catherine, et venait de s'arrêter devant sa boutique, lorsque tout à coup le feu se manifesta à l'intérieur du véhicule et s'étendit bientôt à tout le chargement.

Toutes les bottes de pailles ont été en un instant la proie des flammes, et comme l'incendie a pris par les bottes qui se trouvaient au sommet de la voiture, il est probable qu'il a été occasionné par une allumette chimique qui aura été jetée imprudemment par une croisée au moment de son passage. (Le Droit.)

— Le directeur de l'hospice de la Vieillesse, à Bicêtre (hommes), vient de verser à la caisse de la commission des récompenses nationales une somme de 396 fr. 45 cent., produit d'une souscription ouverte, entre les chefs, employés, concierges, surveillants du chantier, ouvriers du tapissier, élèves du service de santé, et gens de service de cet établissement, en faveur des blessés, veuves et orphelins de février.

— Les réceptions d'Abd-el-Kader ont commencé hier. M. Bugué, maire de Pau, et ses adjoints lui ont rendu visite, et il leur a exprimé, en termes chaleureux, toute sa sympathie pour les habitants de Pau, toute son admiration pour le paysage qu'il aperçoit des fenêtres de sa prison : « Partout, a-t-il dit, les arbres sont verts; mais il me semble que la verdure des vôtres a quelque chose de plus riant. » Un grand nombre de dames lui ont été présentées, et il les a accueillies avec une galanterie charmante. Ces visites ne paraissent pas déplaire à l'ex-émir, et il cause assez volontiers avec ses hôtes; mais dans toutes ses conversations, le mot liberté revient à chaque instant. Ainsi, comme on lui présentait madame J. Lest pis, en lui disant qu'elle était la femme d'un officier qui avait combattu contre lui aux Portes-de-Fer et qui venait d'être nommé représentant du peuple, il a répondu : « Le mari de cette dame est un brave, et puis qu'il est aujourd'hui représentant du peuple, qu'elle lui écrive d'intervenir auprès du Gouvernement pour que je sois bientôt délivré. »

M. le colonel Daumas ayant averti Abd-el-Kader qu'une foule considérable stationnait à la porte du château et désirait le voir, il a demandé qu'on fit entrer le peuple dans la cour et s'est empressé de se montrer à lui. L'ex-émir, en paraissant à la fenêtre, a adressé au peuple des paroles de bénédiction orientale que M. le colonel Daumas a traduites et que des marques unanimes de sympathie ont accueillies.

— Fête du 14 mai. — Les départements devant être représentés à la fête de la Concorde, aux termes du programme arrêté par le Gouvernement provisoire et qui sera publié, les commissaires de la République dans les départements sont invités à s'entendre immédiatement avec les maires et commandants de la garde nationale des chefs-lieux des départements pour la désignation de trente délégués choisis parmi les citoyens qui voudront assister à la grande fête nationale du 14 mai.

Les délégués sont prévenus que les frais de voyage et de séjour à Paris seront à leur charge, ou à la charge des municipalités pour le cas où quelques-uns des délégués choisis seraient dans l'impossibilité de supporter eux-mêmes ces frais.

Chaque délégation devra apporter sa bannière, portant inscrit le nom de son département.

(Moniteur.)

— D'après une décision du Gouvernement provisoire, la garde nationale de Paris sera seule chargée de la garde de l'Assemblée nationale. En conséquence, les autorités compétentes seront invitées à faire garder les issues de la salle d'Assemblée par la garde nationale.

— M. Decazes s'était réservé la jouissance exclusive des jardins qui lient le Petit-Luxembourg au palais de l'ex-chambre des pairs. Le lendemain de la Révolution, ces jardins, comme on pense bien, furent ouverts au public. Mais il paraît que le bruit et la vue des promeneurs troublaient M. Louis Blan : dans l'élaboration de ses grands travaux, car nous apprenons qu'il vient d'ordonner la fermeture de ces parterres, où, en vertu de l'abolition des privilèges, il a seul le droit de se promener maintenant.

(L'Avant-garde.)

— L'infâme Micciarelli, qui a trahi les généreux frères Bandiera, a été poignardé à Constantinople.

— Les vaccinations gratuites des enfants vont reprendre le 11 mai dans toutes les mairies.

— L'activité la plus grande règne depuis quelques jours dans les bureaux des dépêches diplomatiques du ministère des affaires étrangères; sur les routes d'Angleterre, de Berlin, de Vienne et de Rome, le passage des courriers de la République est incessant. D'un autre côté, il n'est bruit autour du sofa de la citoyenne Lamartine que d'un congrès européen qui aurait lieu pour mettre un terme à l'effusion du sang et pour régler les affaires de Pologne, d'Allemagne et d'Italie.

Le directeur gérant : SOBRIER.

Imprimerie Lacroix et Fournier, rue Daubenton, 2.